

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/10167]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière pour ce qui concerne le statut administratif et pécuniaire des agents

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 20 et 87, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière modifié par le décret du 18 mai 2022 modifiant les décrets du 29 octobre 2015 portant création des fonds budgétaires en matière de routes et voies hydrauliques et du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les articles 14, 15, § 6, 17, § 1^{er}, 27, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique des services en charge de la formation ;

Vu le rapport du 5 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le Protocole n° 825 du Comité de secteur XVI, donné le 3 juin 2022 ;

Vu l'avis n°198/2021 du 25 octobre 2021 de l'Autorité de protection des données ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 8 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité routière ;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. - Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret du 4 avril 2019 : le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

2^o l'agent qualifié : l'agent qualifié visé à l'article 14 du décret du 4 avril 2019 ;

3^o le conseiller de poursuite administrative : le conseiller de poursuite administrative visé à l'article 17 du décret du 4 avril 2019 ;

4^o le fonctionnaire d'instance administrative : le fonctionnaire d'instance administrative visé à l'article 27 du décret du 4 avril 2019 ;

5^o le Ministre : le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions.

CHAPITRE 2. - L'agent qualifié

Art. 2. L'agent qualifié relève du niveau C et est affecté à la Direction du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures en charge du contrôle routier.

Art. 3. § 1^{er}. L'agent qualifié répond aux conditions suivantes :

1^o être titulaire d'un permis de conduire de catégorie B en cours de validité au sein de l'Union européenne ;

2^o ne pas être déchu et, dans la dernière année, ne pas avoir été déchu sur une période de plus d'un mois, en Belgique ou à l'étranger, du droit de conduire un véhicule à moteur en vertu de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de circulation routière ;

3^o ne pas avoir fait l'objet, dans les trois dernières années, en Belgique ou à l'étranger d'une condamnation pénale, même avec sursis, coulée en force de chose jugée, suivante :

a) une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à six mois du chef d'une infraction quelconque ;

b) une peine d'emprisonnement, ou une autre peine du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, coups et blessures volontaires, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 389 du Code pénal, aux articles 227, 280, 323, 324 et 324^{ter} du Code pénal, dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiants et psychotropes et ses arrêtés d'exécution, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, ou la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

4^o ne pas avoir fait l'objet, dans les trois dernières années, d'une condamnation à une amende administrative de plus de 1.000 euros, hors application du coefficient multiplicateur, prononcée par le fonctionnaire d'instance administrative pour les infractions visées par le décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution ;

5^o ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée ;

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont vérifiées avant toute désignation et l'agent qualifié doit en tout temps y satisfaire.

L'agent qualifié informe sans délai son supérieur hiérarchique s'il fait l'objet d'une des condamnations visées à l'alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, ou d'une déchéance du droit de conduire.

§ 2. L'agent qualifié qui ne satisfait plus aux conditions fixées au paragraphe 1^{er} perd cette qualité et exerce une fonction administrative au sein de la direction.

Lorsque les conditions sont remplies à nouveau, il peut recouvrer la qualité d'agent qualifié.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être désigné en qualité d'agent qualifié, le candidat doit avoir suivi avec succès une formation certifiante portant sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution.

Le Ministre détermine le contenu, les modalités et les dispenses de la formation certifiante.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} est une formation parmi celles organisées par la Police fédérale ou par la Région.

§ 2. L'agent qualifié suit une formation continue, dont la périodicité, le contenu et les modalités sont fixés par le Ministre.

§ 3. L'agent qualifié peut dispenser la formation certifiante visée au paragraphe 1^{er} s'il a suivi avec succès le module de formation certifiante organisé par la Police fédérale ou par la Région et s'il est désigné formateur interne en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique des services en charge de la formation.

Art. 5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent qualifié suit une formation initiale et continue relative à la protection des données à caractère personnel organisée par la Région.

Il se conforme aux directives permettant de garantir le caractère confidentiel des données ainsi que l'usage aux seules fins prévue par le décret du 4 avril 2019 ou les arrêtés pris en son exécution.

Art. 6. § 1^{er}. L'agent qualifié est porteur d'une carte de légitimation délivrée par le Ministre ou son délégué par laquelle ils se fait connaître dans l'exercice de ses fonctions et dont le modèle est établi à l'annexe 1^{re}.

§ 2. L'agent qualifié qui a perdu sa qualité en vertu de l'article 3, § 2, remet immédiatement la carte de légitimation à son supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique la lui restitue lorsqu'il recouvre sa qualité.

Art. 7. En application de l'article 15 du décret du 4 avril 2019, l'agent qualifié peut rencontrer les situations suivantes :

- 1° mener des opérations sur l'ensemble du réseau routier, régional ou communal ;
- 2° utiliser des outils spécifiques de contrôle.
- 3° collaborer avec les services de police dans le cadre d'opérations de contrôles concertés ;
- 4° réaliser des contrôles en dehors des horaires fixes ;
- 5° sanctionner immédiatement les contrevenants sur les lieux de contrôle et procéder à des mesures de contraintes ;
- 6° être en contact avec des substances dangereuses ;
- 7° s'il échet, sur base d'une analyse de risques :
 - a) disposer d'équipement de protection pare-balles ;
 - b) suivre une formation spécifique en technique de maîtrise de la violence.

Art. 8. L'agent qualifié bénéficie d'une allocation forfaitaire annuelle dénommée allocation pour risques.

Le montant annuel de l'allocation pour risques est fixé à 3.410,38 euros, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation selon les modalités prévues à l'article 247 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

L'allocation pour risque est liquidée par douzièmes mensuels avec le traitement du deuxième mois qui suit le mois auquel elle se rapporte.

Le montant de l'allocation est diminué d'un vingtième par jour non presté, à l'exception des congés annuels, des congés de récupération, des jours de congés accordés en compensation d'un jour férié, des jours pour lesquels une dispense de service est accordée ainsi que des jours de congés syndicaux.

Lorsque l'agent qualifié effectue des prestations à temps partiel, l'allocation pour risque est réduite à due concurrence.

L'allocation pour risques ne peut être cumulée avec l'allocation pour travaux insalubres, incommodes, pénibles, physiquement lourds ou dangereux et pour des manœuvres électriques prévue par l'article 16, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques.

CHAPITRE 3. - Le conseiller de poursuite administrative

Art. 9. Le conseiller de poursuite administrative relève du niveau A et est affecté à la Direction du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures en charge du contrôle routier.

Art. 10. § 1^{er}. Le conseiller de poursuite administrative répond aux conditions visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Ces conditions sont vérifiées avant toute désignation et le conseiller de poursuite administrative doit en tout temps y satisfaire.

Le conseiller de poursuite administrative informe sans délai son supérieur hiérarchique s'il fait l'objet d'une des condamnations visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, ou d'une déchéance du droit de conduire.

§ 2. Le conseiller de poursuite administrative qui ne satisfait plus aux conditions fixées au paragraphe 1^{er} perd sa qualité et exerce une autre fonction au sein de la direction.

Lorsque les conditions sont remplies à nouveau, il peut recouvrer la qualité de conseiller de poursuite administrative.

Art. 11. Pour être désigné en qualité de conseiller de poursuite administrative, le candidat doit avoir suivi une formation portant sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution.

Le Ministre détermine le contenu, les modalités et les dispenses de la formation.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} est une formation parmi celles dispensées par la Police fédérale ou par la Région.

§ 2. Le conseiller de poursuite administrative suit une formation continue, dont la périodicité, le contenu et les modalités sont fixés par le Ministre.

Art. 12. Dans l'exercice de ses fonctions, le conseiller de poursuite administrative suit la formation visée à l'article 5.

Il se conforme aux directives permettant de garantir le caractère confidentiel des données ainsi que l'usage aux seules fins prévues au décret du 4 avril 2019 ou aux arrêtés pris en son exécution.

Art. 13. § 1^{er}. Le conseiller de poursuite administrative est porteur d'une carte de légitimation délivrée par le Ministre ou son délégué par laquelle ils se fait connaître dans l'exercice de ses fonctions et dont le modèle est établi à l'annexe 1^{re}.

§ 2. Le conseiller de poursuite administrative qui a perdu sa qualité en vertu de l'article 10, § 2, remet immédiatement sa carte de légitimation à son supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique la lui restitue lorsqu'il recouvre sa qualité.

Art. 14. La fonction de conseiller de poursuite administrative ne peut se cumuler avec la fonction de fonctionnaire d'instance administrative.

CHAPITRE 4. - Le fonctionnaire d'instance administrative

Art. 15. Le fonctionnaire d'instance administrative relève du niveau A et est affecté à la Direction du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures en charge des amendes administratives en matière de sécurité routière.

Art. 16. § 1^{er}. Le fonctionnaire d'instance administrative répond aux conditions visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o à 5^o.

Ces conditions sont vérifiées avant toute désignation et le fonctionnaire d'instance administrative doit en tout temps y satisfaire.

Le fonctionnaire d'instance administrative informe sans délai son supérieur hiérarchique s'il fait l'objet d'une des condamnations visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o.

§ 2. Le fonctionnaire d'instance administrative qui ne satisfait plus aux conditions fixées au paragraphe 1^{er} perd sa qualité et exerce une autre fonction au sein de la direction.

Lorsque les conditions sont remplies à nouveau, il peut recouvrer la qualité de fonctionnaire d'instance administrative.

Art. 17. § 1^{er}. Pour être désigné en qualité de fonctionnaire d'instance administrative le candidat doit avoir suivi une formation portant sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution.

Le Ministre détermine le contenu, les modalités et les dispenses de la formation.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} est une formation parmi celles dispensées par la Police fédérale ou par la Région.

§ 2. Le fonctionnaire d'instance administrative suit une formation continue, dont la périodicité, le contenu et les modalités sont fixées par le Ministre.

Art. 18. Dans l'exercice de ses fonctions, le fonctionnaire d'instance administrative suit la formation visée à l'article 5.

Il se conforme aux directives permettant de garantir le caractère confidentiel des données ainsi que l'usage aux seules fins prévues au décret du 4 avril 2019 ou aux arrêtés pris en son exécution.

CHAPITRE 5. - Dispositions transitoires et finales

Art. 19. L'agent statutaire ou membre du personnel contractuel de niveau B ou D commissionné en qualité de policier domanial au sein de la Direction de la réglementation de la sécurité routière et du contrôle routier peut être désigné en qualité d'agent qualifié et conserve le niveau qui était le sien avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'agent statutaire ou membre du personnel contractuel fédéral de niveau B qui sera transféré dans le futur suite à la 6^{ème} réforme de l'Etat pourra être désigné en qualité d'agent qualifié et conserve le niveau qui était le sien avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. § 1^{er}. L'agent statutaire ou membre du personnel contractuel de niveau B, C ou D commissionné en qualité de policier domanial au sein de la Direction de la Réglementation de la sécurité routière et du Contrôle routier et ayant suivi avec succès la formation sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est considéré comme valablement formé au sens de l'article 14 du décret du 4 avril 2019.

§ 2. L'agent statutaire ou membre du personnel contractuel de niveau A commissionné en qualité d'officier de police judiciaire au sein de la Direction de la Réglementation de la sécurité routière et du Contrôle routier et ayant suivi la formation sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est considéré comme formé au sens de l'article 17 du décret du 4 avril 2019.

§ 3. L'agent statutaire ou membre du personnel contractuel de niveau A habilité à infliger les amendes administratives au sein de la Direction du Support juridique et de la Domanialité ayant suivi la formation sur les matières du décret du 4 avril 2019 et ses arrêtés d'exécution avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est considéré comme formé au sens de l'article 27 du décret du 4 avril 2019.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2023.

Les articles 14, 15, § 6, 17 et 27 du décret du 4 avril 2019 entrent en vigueur avec le présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe

Carte de légitimation

La carte de légitimation est une carte blanche au format carte bancaire.

1° au recto, la carte de légitimation porte les mentions suivantes :

- a) la base légale par laquelle le titulaire est compétent pour rechercher, constater et sanctionner les infractions ;
- b) la date de désignation du titulaire ;
- c) le titre, le nom et prénom du titulaire ;
- d) la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire ;
- e) une photo d'identité en couleur du titulaire de la carte de légitimation d'au moins 20 mm sur 30 mm ;
- f) centrée en dessous de la photo d'identité du titulaire, la signature du titulaire ;
- g) en dessous des mentions, la signature du Ministre ou de son délégué ;

2° au verso, la carte de légitimation porte les mentions suivantes :

- a) Pour les agents qualifiés :



- b) Pour les conseillers de poursuite administrative :



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière en ce qui concerne la fonction d'agent qualifié, de conseiller de poursuite administrative et de fonctionnaire d'instance administrative.

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/10167]

15. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 und 87 § 3 Absatz 1, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, abgeändert durch das Dekret vom 18. Mai 2022 zur Abänderung der Dekrete vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege, vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 14, 15 § 6, 17 § 1, 27 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 5. März 2020;

Aufgrund des am 3. Juni 2022 aufgestellten Protokolls Nr. 825 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund der am 25. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 198/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 16. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 § 4 Absatz 2;
Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und der Ministerin für den öffentlichen Dienst und für Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 - Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret vom 4. April 2019: das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;

2° befugter Bediensteter: der in Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte befugte Bedienstete;

3° Berater für die administrative Verfolgung: der in Artikel 17 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Berater für die administrative Verfolgung;

4° Beamter der Verwaltungsinstanz: der in Artikel 17 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Beamte der Verwaltungsinstanz;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört.

KAPITEL 2 - Der befugte Bedienstete

Art. 2 - Der befugte Bedienstete gehört der Stufe C an und wird der Direktion des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen zugewiesen, die für die Straßenkontrolle zuständig ist.

Art. 3 - § 1. Der befugte Bedienstete erfüllt die folgenden Bedingungen:

1° Inhaber eines in der Europäischen Union gültigen Führerscheins der Klasse B sein;

2° gemäß dem Gesetz vom 16. März 1968 Gesetz über die Straßenverkehrspolizei nicht von einer Entziehung zum Führen eines Motorfahrzeugs betroffen sein oder innerhalb des letzten Jahres nicht über einen Zeitraum von mehr als einem Monat betroffen gewesen sein;

3° in den letzten drei Jahren in Belgien oder im Ausland nicht Gegenstand einer formell rechtskräftig gewordenen strafrechtlichen Verurteilung, auch auf Bewährung, gewesen sein, sei es:

a) eine Gefängnisstrafe von sechs Monaten oder mehr wegen einer beliebigen Straftat;

b) oder eine Gefängnisstrafe oder eine andere Strafe wegen Diebstahl, Hehlerei, Erpressung, Vertrauensmissbrauch, Betrug, Urkundenfälschung, vorsätzliche Körperverletzung, sexuellem Übergriff, Vergewaltigung oder Verstößen, die erwähnt sind in den Artikeln 379 bis 389 des Strafgesetzbuches, in den Artikeln 227, 280, 323, 324 und 324ter des Strafgesetzbuches, im Gesetz vom 24. Februar 1921 über den Handel mit Giftstoffen oder Schlaf-, Betäubungs-, Desinfektions- oder antiseptischen Mitteln und in seinen Ausführungserlassen, im Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und in seinen Ausführungserlassen, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen;

4° in den letzten drei Jahren nicht zu einer administrativen Geldbuße von mehr als 1.000 Euro, ohne Anwendung des Multiplikators, verurteilt worden sein, die von einem Beamten der Verwaltungsinstanz für die im Dekret vom 4. April 2019 und seinen Ausführungserlassen genannten Verstöße verhängt wurde;

5° nicht Gegenstand einer endgültigen und nicht gestrichenen Disziplinarstrafe sein;

Die in Absatz 1 genannten Bedingungen werden vor jeder Benennung überprüft, und der befugte Bedienstete muss sie jederzeit erfüllen.

Der befugte Bedienstete unterrichtet seinen Vorgesetzten unverzüglich, wenn er nach Absatz 1 Ziffern 3 und 4 verurteilt wurde oder ihm die Fahrerlaubnis entzogen wurde.

§ 2 Der befugte Bedienstete, der die Bedingungen des Absatzes 1 nicht mehr erfüllt, verliert diese Eigenschaft und übt eine Verwaltungsfunktion innerhalb der Direktion aus.

Sind die Bedingungen erneut erfüllt, kann er die Eigenschaft als befugter Bediensteter wiedererlangen.

Art. 4 - § 1. Um als befugter Bediensteter benannt zu werden, muss der Bewerber eine zertifizierende Ausbildung erfolgreich abgeschlossen haben, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht.

Der Minister legt den Inhalt, die Modalitäten und die Befreiungen der zertifizierenden Ausbildung fest.

Die in Absatz 1 genannte Ausbildung ist eine der von der Föderalen Polizei oder der Region organisierten Ausbildungen.

§ 2. Der befugte Bedienstete nimmt an Weiterbildungen teil, deren Häufigkeit, Inhalt und Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

§ 3. Der befugte Bedienstete kann die in Absatz 1 genannte zertifizierende Ausbildung erteilen, wenn er das von der Föderalen Polizei oder der Region organisierte zertifizierende Ausbildungsmodul erfolgreich absolviert hat und wenn er gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen zum internen Ausbilder benannt wurde.

Art. 5 - Bei der Ausübung seiner Aufgaben nimmt der befugte Bedienstete an einer von der Region organisierten Erst- und Weiterbildung zum Schutz personenbezogener Daten teil.

Er hält sich an die Richtlinien, die es ermöglichen, die Vertraulichkeit der Daten sowie die Verwendung zu den ausschließlich im Dekret vom 4. April 2019 oder in den zu seiner Ausführung verabschiedeten Erlassen vorgesehenen Zwecken zu gewährleisten.

Art. 6 - § 1. Der befugte Bedienstete trägt eine vom Minister oder seinem Beauftragten ausgestellte Legitimationskarte, mit der er sich bei der Ausübung seiner Funktionen zu erkennen gibt und deren Modell in Anhang 1 festgelegt ist.

§ 2. Der befugte Bedienstete, der seine Eigenschaft gemäß Artikel 3 § 2 verloren hat, übergibt die Legitimationskarte unverzüglich seinem Vorgesetzten.

Der Vorgesetzte gibt ihm die Legitimationskarte zurück, wenn er diese Eigenschaft wiedererlangt hat.

Art. 7 - In Anwendung von Artikel 15 des Dekrets vom 4. April 2019 kann der befugte Bedienstete mit folgenden Situationen konfrontiert werden:

- 1° Durchführung von Maßnahmen im gesamten regionalen oder kommunalen Straßennetz;
- 2° Anwendung spezifischer Kontrollinstrumente;
- 3° Zusammenarbeit mit den Polizeidiensten im Rahmen von abgestimmten Kontrolltätigkeiten;
- 4° Durchführung von Kontrollen außerhalb der geregelten Arbeitszeit;
- 5° Sofortige Bestrafung von Zuwiderhandelnden am Kontrollort und Durchführung von Zwangsmaßnahmen;
- 6° Umgang mit gefährlichen Substanzen;
- 7° Falls erforderlich, auf der Grundlage einer Risikoanalyse:
 - a) über eine kugelsichere Schutzausrüstung verfügen;
 - b) eine spezielle Ausbildung in Gewaltbeherrschungstechniken absolvieren.

Art. 8 - Der befugte Bedienstete erhält eine jährliche Pauschalzulage, die als Risikozulage bezeichnet wird.

Der jährliche Betrag der Risikozulage wird auf 3.410,38 EUR festgesetzt und ist an den Schwellenindex 138.01 vom 1. Januar 1990 gebunden, und wird den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst nach den in Artikel 247 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Durchführungsbestimmungen.

Die Risikozulage wird in monatlichen Zwölfteilen mit dem Gehalt des zweiten Monats nach dem Monat, auf den sie sich bezieht, ausbezahlt.

Der Betrag dieser Zulage wird um 1/20 pro nicht geleisteten Tag gekürzt, mit Ausnahme der jährlichen Urlaubstage, der Ausgleichsurlaubstage, der Urlaubstage zum Ausgleich eines Feiertages, der Tage, für die eine Befreiung vom Dienst gewährt wurde und der Gewerkschaftsurlaubstage.

Wenn der befugte Bedienstete Teilzeitleistungen erbringt, wird die Risikozulage entsprechend verringert.

Die Risikozulage kann nicht mit der Zulage für gesundheitsgefährdende, lästige, beschwerliche, körperlich schwere oder gefährliche Arbeiten und die Handhabung elektrischer Apparaturen im Sinne von Art. 16 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten zusammen bezogen werden.

KAPITEL 3 - Der Berater für die administrative Verfolgung

Art. 9 - Der Berater für die administrative Verfolgung gehört der Stufe A an und wird der Direktion des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen zugewiesen, die für die Straßenkontrolle zuständig ist.

Art. 10 - § 1. Der Berater für administrative Verfolgung erfüllt die in Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Bedingungen.

Diese Bedingungen werden vor jeder Benennung überprüft, und der Berater für die administrative Verfolgung muss sie jederzeit erfüllen.

Der Berater für die administrative Verfolgung unterrichtet seinen Vorgesetzten unverzüglich, wenn er nach Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 3 und 4 verurteilt wurde oder ihm die Fahrerlaubnis entzogen wurde.

§ 2 Der Berater für die administrative Verfolgung, der die Bedingungen des Paragraphen 1 nicht mehr erfüllt, verliert seine Eigenschaft und übt eine andere Verwaltungsfunktion innerhalb der Direktion aus.

Sind die Bedingungen erneut erfüllt, kann er die Eigenschaft als Berater für die administrative Verfolgung wiedererlangen.

Art. 11 - Um als Berater für die administrative Verfolgung benannt zu werden, muss der Bewerber eine Ausbildung erfolgreich abgeschlossen haben, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht.

Der Minister legt den Inhalt, die Modalitäten und die Befreiungen der zertifizierenden Ausbildung fest.

Die in Absatz 1 genannte Ausbildung ist eine der von der Föderalen Polizei oder der Region erteilten Ausbildungen.

§ 2. Der Berater für die administrative Verfolgung nimmt an Weiterbildungen teil, deren Häufigkeit, Inhalt und Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

Art. 12 - Bei der Ausübung seiner Aufgaben nimmt der Berater für die administrative Verfolgung an der in Artikel 5 genannten Ausbildung teil.

Er hält sich an die Richtlinien, die es ermöglichen, die Vertraulichkeit der Daten sowie die Verwendung zu den ausschließlich im Dekret vom 4. April 2019 oder in den zu seiner Ausführung verabschiedeten Erlassen vorgesehenen Zwecken zu gewährleisten.

Art. 13 - § 1. Der Berater für die administrative Verfolgung trägt eine vom Minister oder seinem Beauftragten ausgestellte Legitimationskarte, mit der er sich bei der Ausübung seiner Funktionen zu erkennen gibt und deren Modell in Anhang 1 festgelegt ist.

§ 2. Der Berater für die administrative Verfolgung, der seine Eigenschaft gemäß Artikel 10 § 2 verloren hat, übergibt die Legitimationskarte unverzüglich seinem Vorgesetzten.

Der Vorgesetzte gibt ihm die Legitimationskarte zurück, wenn er diese Eigenschaft wiedererlangt hat.

Art. 14 - Die Funktion eines Beraters für die administrative Verfolgung kann nicht gleichzeitig mit der Funktion eines Beamten der Verwaltungsinstanz ausgeübt werden.

KAPITEL 4 - Der Beamte der Verwaltungsinstanz

Art. 15 - Der Beamte der Verwaltungsinstanz gehört der Stufe A an und wird der Direktion des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen zugewiesen, die für die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit zuständig ist.

Art. 16 - § 1. Der Beamte der Verwaltungsinstanz erfüllt die in Artikel 3 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffern 3 bis 5 genannten Bedingungen.

Diese Bedingungen werden vor jeder Benennung überprüft, und der Beamte der Verwaltungsinstanz muss sie jederzeit erfüllen.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz unterrichtet seinen Vorgesetzten unverzüglich, wenn er nach Artikel 3 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffern 3 und 4 verurteilt wurde oder ihm die Fahrerlaubnis entzogen wurde.

§ 2 Der Beamte der Verwaltungsinstanz, der die Bedingungen des Paragrafen 1 nicht mehr erfüllt, verliert seine Eigenschaft und übt eine andere Verwaltungsfunktion innerhalb der Direktion aus.

Sind die Bedingungen erneut erfüllt, kann er die Eigenschaft als Beamter der Verwaltungsinstanz wiedererlangen.

Art. 17 - § 1. Um als Beamter der Verwaltungsinstanz benannt zu werden, muss der Bewerber eine Ausbildung erfolgreich abgeschlossen haben, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht.

Der Minister legt den Inhalt, die Modalitäten und die Befreiungen der zertifizierenden Ausbildung fest.

Die in Absatz 1 genannte Ausbildung ist eine der von der Föderalen Polizei oder der Region erteilten Ausbildungen.

§ 2. Der Beamte der Verwaltungsinstanz nimmt an Weiterbildungen teil, deren Häufigkeit, Inhalt und Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

Art. 18 - Bei der Ausübung seiner Aufgaben nimmt der Beamte der Verwaltungsinstanz an der in Artikel 5 genannten Ausbildung teil.

Er hält sich an die Richtlinien, die es ermöglichen, die Vertraulichkeit der Daten sowie die Verwendung zu den ausschließlich im Dekret vom 4. April 2019 oder in den zu seiner Ausführung verabschiedeten Erlassen vorgesehenen Zwecken zu gewährleisten.

KAPITEL 5 - Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 19 - Der statutarische Bedienstete oder das Mitglied des Vertragspersonals der Stufe B oder D, der als Domänenpolizist innerhalb der Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit und der Straßenkontrollen bevollmächtigt wurde, kann als befugter Bediensteter benannt werden und behält die Stufe, die er vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses innehatte.

Föderale statutarische Bedienstete oder Mitglieder des föderalen Vertragspersonals der Stufe B, die infolge der sechsten Staatsreform in Zukunft versetzt wird, können als befugte Bedienstete benannt werden und behalten die Stufe, die sie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses besaßen.

Art. 20 - § 1. Statutarische Bedienstete oder Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe B, C oder D, die als Domänenpolizist innerhalb der Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit und der Straßenkontrollen bevollmächtigt wurden und die Ausbildung, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgreich abgeschlossen haben, gelten als auf gültige Weise ausgebildet im Sinne von Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019.

§ 2. statutarische Bedienstete oder Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe A, die als Gerichtspolizeioffiziere innerhalb der Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit und der Straßenkontrollen bevollmächtigt wurden und die Ausbildung, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgreich abgeschlossen haben, gelten als auf gültige Weise ausgebildet im Sinne von Artikel 17 des Dekrets vom 4. April 2019.

§ 3. Statutarische Bedienstete oder Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe A, die befugt sind, administrative Geldbußen innerhalb der Direktion der juristischen Unterstützung und der Domanialregelung zu verhängen und die Ausbildung, die sich auf die Themen des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse bezieht, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgreich abgeschlossen haben, gelten als auf gültige Weise ausgebildet im Sinne von Artikel 27 des Dekrets vom 4. April 2019.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2023 in Kraft.

Die Artikel 14, 15, § 6, 17 und 27 des Dekrets vom 4. April 2019 treten mit dem vorliegenden Erlass in Kraft.

Art. 22 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang

Legitimationskarte

Die Legitimationskarte ist eine weiße Karte im Bankkartenformat.

1° Auf der Vorderseite werden die folgenden Angaben vermerkt:

- a) die Rechtsgrundlage, aufgrund derer der Inhaber befugt ist, Verstöße zu ermitteln, festzustellen und zu ahnden;
- b) das Datum der Benennung des Inhabers;
- c) der Titel, der Name und der Vorname des Inhabers;
- d) die Eigenschaft als Bediensteter oder Offizier der Gerichtspolizei;
- e) Ein Farbpassbild des Inhabers der Legitimationskarte in der Größe von 20 mm mal 30 mm;
- f) In der Mitte unter dem Farbpassbild des Inhabers, die Unterschrift des Inhabers;

2° Auf der Rückseite werden die folgenden Angaben vermerkt:

- a) Für die befugten Bediensteten:



- b) Für die Berater für die administrative Verfolgung:



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bedienstete beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/10167]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid voor wat het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren betreft

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 20 en 87, § 3, eerste lid, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2022 tot wijziging van de decreten van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen en van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, de artikelen 14, 15, § 6, 17, § 1, 27, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten;

Gelet op het verslag van 5 maart 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op Protocol nr. 825 van Sectorcomité nr. XVI, gegeven op 03 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 198/2021 van 25 oktober 2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 8 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en de Minister van Ambtenarenzaken en Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. - Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 4 april 2019: het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

2° het bevoegde personeelslid: het bevoegde personeelslid bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019;

3° de adviseur bestuurlijke vervolging: de adviseur bestuurlijke vervolging bedoeld in artikel 17 van het decreet van 4 april 2019;

4° de ambtenaar van de administratieve overheid: de ambtenaar van de administratieve overheid bedoeld in artikel 27 van het decreet van 4 april 2019;

5° de Minister: de Minister bevoegd voor de verkeersveiligheid.

HOOFDSTUK 2. – Het bevoegde personeelslid

Art. 2. Het bevoegde personeelslid valt onder niveau C en is toegewezen aan de Directie van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur belast met wegcontrole.

Art. 3. § 1. Het bevoegde personeelslid voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° houder zijn van een geldig rijbewijs categorie B binnen de Europese Unie;

2° het recht om een motorvoertuig te besturen krachtens de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer niet te zijn ontnomen en in het afgelopen jaar niet voor langer dan één maand in België of in het buitenland te zijn ontnomen;

3° in de afgelopen drie jaar in België of in het buitenland niet het voorwerp zijn geweest van een strafrechtelijke veroordeling, zelfs niet voorwaardelijk, die in kracht van gewijsde is gegaan, zoals:

a) een gevangenisstraf van zes maanden of meer voor enige overtreding;

b) een gevangenisstraf of een andere straf voor diefstal, heling, afpersing, schending van vertrouwen, fraude, valsheid in geschrifte, geweldpleging en opzettelijk letsel, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting of overtredingen bedoeld in de artikelen 379 tot 389 van het Strafwetboek, in de artikelen 227, 280, 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen en de uitvoeringsbesluiten ervan, de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie en de uitvoeringsbesluiten ervan, of de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

4° de laatste drie jaar niet het voorwerp zijn geweest van een administratieve geldboete van meer dan 1.000 euro, exclusief toepassing van de vermenigvuldigingscoëfficiënt, uitgesproken door de ambtenaar van de administratieve overheid voor de overtredingen bedoeld bij het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan;

5° niet het voorwerp uitmaken van een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De voorwaarden, bedoeld in het eerste lid worden gecontroleerd vóór elke aanwijzing en het bevoegde personeelslid moet te allen tijde aan deze voorwaarden voldoen.

Het bevoegde personeelslid brengt zijn hiërarchieke meerdere onverwijld op de hoogte indien hij het voorwerp is van een van de in het eerste lid, 3° en 4°, bedoelde veroordelingen of tot een verval van het recht tot sturen.

§ 2. Het bevoegde personeelslid dat niet langer voldoet aan de in lid 1 gestelde voorwaarden, verliest deze hoedanigheid en oefent een administratieve functie uit binnen de directie.

Wanneer opnieuw aan de voorwaarden is voldaan, kan hij zijn status van bevoegd personeelslid terugkrijgen.

Art. 4. § 1. Om als bevoegd personeelslid te worden aangewezen, moet de kandidaat met succes een certificerende opleiding hebben gevolgd in de aangelegenheden waarop het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan betrekking hebben.

De Minister bepaalt de inhoud, modaliteiten en vrijstellingen van de certificerende opleiding.

De opleiding bedoeld in het eerste lid is een van de opleidingen die door de Federale politie of door het Gewest worden georganiseerd.

§ 2. Het bevoegde personeelslid volgt een voortgezette opleiding, waarvan de periodiciteit, de inhoud en de modaliteiten door de Minister worden vastgesteld.

§ 3. Het bevoegde personeelslid kan de in paragraaf 1 bedoelde certificerende opleiding verzorgen indien hij de door de Federale Politie of door het Gewest georganiseerde module van de certificerende opleiding met succes heeft voltooid en indien hij is aangewezen als interne opleider overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingsverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuursschool) en de vormingsdiensten.

Art. 5. Bij de uitoefening van zijn functies, volgt het bevoegde personeelslid een door het Gewest georganiseerde basis- en voortgezette opleiding met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens.

Het voldoet aan de richtsnoeren die de betrouwbaarheid van de gegevens garanderen, evenals het gebruik voor de enige doeleinden bedoeld bij het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 6. § 1. Het bevoegde personeelslid is houder van een legitimatiekaart, uitgereikt door de Minister of zijn afgevaardigde, waarmee hij zich kenbaar maakt in de uitoefening van zijn functies en waarvan het model is vastgelegd in bijlage 1.

§ 2 Het bevoegde personeelslid die krachtens artikel 3, § 2, zijn statuut heeft verloren, overhandigt onmiddellijk de legitimatiekaart aan zijn hiërarchieke meerdere.

De hiërarchieke meerdere geeft hem deze terug wanneer hij zijn hoedanigheid terugkrijgt.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 4 april 2019 kan het bevoegde personeelslid de volgende situaties tegenkomen:

1° operaties uitvoeren op het ganse gewestelijk of gemeentelijk wegennet;

2° specifieke controle-instrumenten gebruiken;

3° met de politie samenwerken in het kader van gecoördineerde controleoperaties;

4° controles uitvoeren buiten vaste uren;

5° de overtreders onmiddellijke bestraffen op de plaats van controle en dwangmaatregelen uitvoeren;

6° in contact komen met gevaarlijke stoffen;

7° indien nodig, op basis van een risicoanalyse:

a) kogelvrije beschermende uitrusting hebben;

b) een specifieke opleiding in geweldbeheersingstechnieken volgen.

Art. 8. Het bevoegde personeelslid ontvangt een jaarlijkse forfaitaire vergoeding, risicovergoeding genoemd.

Het jaarlijkse bedrag van de risicovergoeding wordt vastgesteld op 3.410,38 euro, gekoppeld aan de spilindex 138.01 van 1 januari 1990 en gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de modaliteiten bedoeld bij artikel 247 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De risicovergoeding wordt per maandelijkse twaalfden uitbetaald samen met het loon van de tweede maand die volgt op de maand waarop ze betrekking heeft.

Het bedrag van de vergoeding wordt met één twintigste verminderd per niet-gepresteerde dag, met uitzondering van de jaarlijkse verlofdagen, de recuperatiedagen, de verlofdagen verleend als compensatie voor een feestdag, de dagen waarvoor een dienstvrijstelling wordt verleend alsook de syndicale verlofdagen.

Wanneer het bevoegde personeelslid deeltijds werkt, wordt de risicovergoeding in evenredige mate verminderd.

De risicotoelage mag niet gecumuleerd worden met de toelage voor ongezonde, ongemakkelijke, lastige, zware of gevaarlijke werken en voor de bediening van elektrische installaties bepaald bij artikel 16,1°, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken.

HOOFDSTUK 3. - De adviseur bestuurlijke vervolging

Art. 9. De adviseur bestuurlijke vervolging valt onder niveau A en is toegewezen aan de Directie van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur belast met wegcontrole.

Art. 10. § 1. De adviseur bestuurlijke vervolging voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid.

Deze voorwaarden worden gecontroleerd vóór elke aanwijzing en de adviseur bestuurlijke vervolging moet te allen tijde eraan voldoen.

De adviseur bestuurlijke vervolging brengt zijn hiërarchieke meerdere onverwijld op de hoogte indien hij het voorwerp is van een van de in artikel 3, § 1, eerste lid, 3° en 4°, bedoelde veroordelingen of tot een verval van het recht tot sturen.

§ 2. De adviseur bestuurlijke vervolging die niet langer voldoet aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarden verliest deze hoedanigheid en oefent een andere functie uit binnen de directie.

Wanneer opnieuw aan de voorwaarden is voldaan, kan hij opnieuw de hoedanigheid van adviseur bestuurlijke vervolging herkrijgen.

Art. 11. Om als adviseur bestuurlijke vervolging te worden aangewezen, moet de kandidaat opleiding hebben gevolgd in de aangelegenheden waarop het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan betrekking hebben.

De Minister bepaalt de inhoud, modaliteiten en vrijstellingen van de opleiding.

De opleiding bedoeld in het eerste lid is een van de opleidingen die door de Federale politie of door het Gewest worden verstrekt.

§ 2. De adviseur bestuurlijke vervolging volgt een voortgezette opleiding, waarvan de periodiciteit, de inhoud en de modaliteiten door de Minister worden vastgesteld.

Art. 12. Bij de uitoefening van zijn functies volgt de adviseur bestuurlijke vervolging de opleiding bedoeld in artikel 5.

Hij voldoet aan de richtsnoeren die de betrouwbaarheid van de gegevens garanderen, evenals het gebruik voor de enige doeleinden bedoeld bij het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 13. § 1. De adviseur bestuurlijke vervolging is houder van een legitimatiekaart, uitgereikt door de Minister of zijn afgevaardigde, waarmee hij zich kenbaar maakt in de uitoefening van zijn functies en waarvan het model is vastgelegd in bijlage 1.

§ 2. De adviseur bestuurlijke vervolging die krachtens artikel 10, § 2, zijn statuut heeft verloren, overhandigt onmiddellijk zijn legitimatiekaart aan zijn hiërarchieke meerdere.

De hiërarchieke meerdere geeft hem deze terug wanneer hij zijn hoedanigheid terugkrijgt.

Art. 14. De functie van adviseur bestuurlijke vervolging kan niet worden gecumuleerd met de functie van ambtenaar van de administratieve overheid.

HOOFDSTUK 4. - De ambtenaar van de administratieve overheid

Art. 15. De ambtenaar van de administratieve overheid valt onder niveau A en is toegewezen aan de Directie van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur belast met administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid.

Art. 16. § 1. De ambtenaar van de administratieve overheid voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 3^o tot 5^o.

Deze voorwaarden worden gecontroleerd vóór elke aanwijzing en de ambtenaar van de administratieve overheid moet te allen tijde eraan voldoen.

De ambtenaar van de administratieve overheid brengt zijn hiërarchieke meerdere onverwijld op de hoogte indien hij het voorwerp is van een van de in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 3^o en 4^o, bedoelde veroordelingen.

§ 2. De ambtenaar van de administratieve overheid die niet langer voldoet aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarden verliest deze hoedanigheid en oefent een andere functie uit binnen de directie.

Wanneer opnieuw aan de voorwaarden is voldaan, kan hij opnieuw de hoedanigheid van ambtenaar van de administratieve overheid herkrijgen.

Art. 17. §1. Om als ambtenaar van de administratieve overheid te worden aangewezen, moet de kandidaat opleiding hebben gevolgd in de aangelegenheden waarop het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan betrekking hebben.

De Minister bepaalt de inhoud, modaliteiten en vrijstellingen van de opleiding.

De opleiding bedoeld in het eerste lid is een van de opleidingen die door de Federale politie of door het Gewest worden verstrekt.

§ 2. De ambtenaar van de administratieve overheid volgt een voortgezette opleiding, waarvan de periodiciteit, de inhoud en de modaliteiten door de Minister worden vastgesteld.

Art. 18. Bij de uitoefening van zijn functies volgt de ambtenaar van de administratieve overheid de opleiding bedoeld in artikel 5.

Hij voldoet aan de richtsnoeren die de betrouwbaarheid van de gegevens garanderen, evenals het gebruik voor de enige doeleinden bedoeld bij het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK 5. - Overgangs- en slotbepalingen

Art. 19. Federale statutaire of contractuele personeelsleden van niveau B die in de toekomst worden overgeheveld als gevolg van de 6^e Staatshervorming, kunnen worden aangewezen als bevoegde personeelslid en behouden het niveau dat zij hadden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 20. § 1. Statutaire of contractuele personeelsleden van niveau B, C of D die binnen de Directie Reglementering Verkeersveiligheid en Wegencontrole als domaniaal politieagent zijn aangesteld en die vóór de inwerkingtreding van dit besluit met succes een opleiding over de aangelegenheden van het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan hebben gevolgd, worden geacht een geldige opleiding in de zin van artikel 14 van het decreet van 4 april 2019 te hebben genoten.

§ 2. Statutaire of contractuele personeelsleden van niveau A die binnen de Directie Reglementering Verkeersveiligheid en Wegencontrole als officier van de gerechtelijke politie zijn aangesteld en die vóór de inwerkingtreding van dit besluit met succes een opleiding over de aangelegenheden van het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan hebben gevolgd, worden geacht een geldige opleiding in de zin van artikel 17 van het decreet van 4 april 2019 te hebben genoten.

§ 3. Statutaire of contractuele personeelsleden van niveau A die binnen de Directie Reglementering Verkeersveiligheid en Wegencontrole bevoegd is om de administratieve geldboetes op te leggen en die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een opleiding over de aangelegenheden van het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan hebben gevolgd, worden geacht een geldige opleiding in de zin van artikel 27 van het decreet van 4 april 2019 te hebben genoten.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2023.

De artikelen 14, 15, § 6, 17 en 27 van het decreet van 4 april 2019 treden in werking met dit besluit.

Art. 22. De minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage

Legitimatiekaart

De legitimatiekaart is een witte kaart in bankkaartformaat.

1° op de voorzijde van de legitimatiekaart staan de volgende vermeldingen:

- a) de wettelijke basis op grond waarvan de houder bevoegd is om inbreuken op te sporen, vast te stellen en te bestraffen;
- b) de datum van aanwijzing van de houder;
- c) de titel, naam en voornaam van de houder;
- d) de hoedanigheid van het personeelslid of van de officier van de gerechtelijke politie;
- e) een kleurenidentiteitsfoto van de houder van de legitimatiekaart van minstens 20 mm op 30 mm;
- f) in het midden onder de identiteitsfoto van de houder, diens handtekening;
- g) onder deze gegevens, de handtekening van de Minister of diens afgevaardigde;

2° op de achterkant van de legitimatiekaart staan de volgende vermeldingen:

- a) Voor de bevoegde personeelsleden:



- b) Voor de adviseurs bestuurlijke vervolging:



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid voor wat het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren betreft.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200590]

15 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 027 et 058 des divisions organiques 10 et 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 77;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2022;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 87422000 et de domaine fonctionnel 027.007 du programme 027 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de payer les coûts d'acquisition de la couverture photographique aérienne annuelle de la Wallonie,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 238 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 238 milliers d'EUR sont transférés du programme 058 de la division organique 15 au programme 027 de la division organique 10.

Art. 2. La ventilation des adresses budgétaires suivantes des programmes 027 et 058 des divisions organiques 10 et 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Adresse budgétaire			Crédit initial		Réallocation		Crédits ajustés	
DO	Compte budgétaire (2-5 sec)	Domaine fonctionnel						
10	87422000	027.007	1 808	888	+ 238	+ 238	2 046	1 126
15	81211000	058.001	478	478	- 238	- 238	240	240